

# Élection à la Commission Administrative Paritaire Nationale Unique commune aux corps des Instituteurs et des Professeurs des Écoles

Scrutin du 06 décembre 2005

# Udas

# Union des Alternatives Syndicales

## Une Alternative syndicale

### **Dans la tourmente d'une société libérale désormais seule en course, les appétits d'argent et de pouvoir deviennent toujours plus sauvages.**

En 1990, nous avons choisi de bâtir l'Alternative Syndicale pour nous opposer farouchement à l'abandon du terrain des luttes. Le réformisme syndical feutré fait de négociations et de compromissions dans les bureaux des ministères fait toujours des dégâts.

Aujourd'hui, dans un climat et un environnement toujours plus difficiles, nous continuons de le faire.

En Isère, à la Réunion, dans le Rhône, la Drôme, et ailleurs, modestement mais déterminés, nous poursuivons cette construction lente d'un syndicalisme authentiquement démocratique.

Et nous vous appelons à nous rejoindre pour participer à cette résistance de chaque instant.

**Par l'Alternative Syndicale**, nous défendons la place de l'adhérent comme essentielle et contre toute tentative récurrente de bureaucratie syndicale. Nous lions les analyses des tendances et des faits de notre société à nos pratiques quotidiennes personnelles et professionnelles.

### **L'école, un triste bilan...**

- Renforcement d'une orientation privilégiant l'autoritarisme, la hiérarchie et le management plutôt que la réflexion collective, et la coopération.
- Un service public amputé et en cours de disparition.
- Généralisation des statuts précaires sans avenir : hier les CES, les Emplois-Jeunes, les auxiliaires d'enseignement, aujourd'hui les assistants d'éducation, AVS, EVS et demain...
- Attaque multiple contre la laïcité, agression publicitaire dans les écoles, intrusion des entreprises.
- AIS : Démagogie, hypocrisie, abandon, délabrement.
- La dégradation des conditions et des contenus de la formation initiale et continue.
- Non prise en compte des réalités sociales et de l'évolution de l'enfant dans la société.
- « Secondarisation » de l'école élémentaire : vision très disciplinaire des contenus d'enseignement au détriment de la globalité des apprentissages, spécialisation des enseignants, tentatives de l'administration d'aller vers de grosses écoles et l'apparition de chefs d'établissement.
- Bureaucratisme : Trop d'acte administratif, des projets poudre aux yeux qui dénaturent le travail des équipes, des directeurs de plus en plus directeurs, des inspecteurs de plus en plus manager.
- Double discours : grands principes généreux démentis ou pervertis par le manque de volonté politique et de moyens

financiers.

- Inquiétude généralisée, multiplication des conflits, syndrome Mary Poppins (ouverture des parapluies !).

**...le bilan d'un choix de société.**

### **L'Alternative Syndicale...**

- ✓ Un fonctionnement en Assemblées Générales Souveraines plutôt qu'un bureau de dirigeants.
- ✓ Une force de réflexion et d'actions collectives, plutôt que l'attente du prêt à penser.
- ✓ Un syndicalisme d'abord ancré dans les luttes, plutôt que spécifiquement attaché aux négociations.
- ✓ Une inscription délibérée dans la volonté d'une pratique interprofessionnelle et de solidarités, plutôt que les travers du corporatisme et du clientélisme,
- ✓ Le refus le libéralisme mondial, générateur d'exclusions et de violences comme horizon des rapports humains. Nous participons aux alternatives à l'idéologie du « tout est à vendre. » Nous agissons contre les injustices sociales. Nous soutenons l'Education sans frontière.
- ✓ Pour nous, pédagogie, syndicalisme et « politique », tout est lié. Nous sommes favorables à l'autonomie du mouvement social et nous refusons toute instrumentalisation par un quelconque groupe politique.

### **Lili 2005**

Nous agissons pour la régularisation des sans papiers scolarisés.

*« Agir pour les élèves concernés eux-mêmes, déjà souvent malmenés par des existences chaotiques : exilés, ayant parfois perdu un de leurs parents et traversé nombre d'épreuves. Il ne faut pas ajouter aux tragédies que sont les biographies de certains d'entre eux l'angoisse d'être expulsés d'un pays où ils avaient cru trouver un refuge.*

*Mais agir aussi pour faire la démonstration aux yeux de nos élèves et de nos enfants, que les discours sur les « valeurs » ne sont pas des mots creux. Il est du devoir de tous ceux qui ont une mission éducative, à commencer par les personnels de l'Education et les parents, de montrer à la jeune génération qu'on dit sans repères, que la justice, l'altruisme, la solidarité, le dévouement à une cause commune ne sont pas des mots vides de sens. Et que certains adultes savent faire ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables ».* Extrait de l'acte fondateur du RESF

## Déjà trop loin...

Enseignant.e.s, fonctionnaires, salariés, nous sommes tous des citoyens. Exigeons ensemble l'égalité d'accès de tous à des droits fondamentaux.

- Maintien des bureaux de postes de proximité.
- Maintien d'une offre de soins diversifiés et suppression du paiement à l'acte.
- Maintien d'une offre de transport ferroviaire sur l'ensemble du territoire. Pour ne parler que de ceux-là...

La rentabilité économique chère aux pouvoirs publics ne peut se substituer à la nécessaire solidarité entre les citoyens.

## Autre école, autre société...

L'école n'est que le reflet de la société et de sa structure pyramidale: plus de places en bas qu'en haut !

Enfants en difficultés, enfants en souffrance, quartiers sensibles, ZUS / REP, zones rurales, l'école subit les choix de sa société.

Et cela ne passe pas !

L'école, lieu de respect, de diversité, de tolérance, d'égalité... si la pédagogie n'apporte jamais le remède, elle peut contribuer à la prise de conscience collective et à l'émergence de nouveaux comportements.

Et si nous voulons adapter la pédagogie, nous devons aussi revendiquer l'adaptation :

- Des effectifs (25 maximum comme étape),
- Des moyens (subvention, matériel, locaux...),
- Des conditions du travail en équipe (temps, échanges, aides spécialisées, travail en complémentarité...),
- Des rythmes (réflexion d'ampleur nationale).
- Des contenus : Refus de l'adaptation de l'école aux besoins immédiat de l'économie ; Développer l'esprit critique, la culture générale, la sensibilité : l'Humain.

## Formation digne de ce nom...

Formation initiale réelle de 2 ans laissant toute place à une réflexion sur les valeurs éducatives que l'école doit transmettre.

Prise progressive de responsabilités d'un groupe classe, et ouverture au fonctionnement en équipe.

Effectifs de remplaçants conséquents pour satisfaire sans problème le besoin de formation.

Reconnaissance par l'institution d'auto formation et d'échanges entre les enseignant.e.s et de partenariat hors éducation nationale.

## A quoi bon !

Coopération, solidarité, entraide disait le maître.

Sécurité de l'emploi, perspective d'avenir, salaire décent réclamait le précaire.

Siège éjectable, avenir bouché, salaire de misère répondaient les cons.

A quoi bon apprendre, se cultiver, s'émanciper, quand l'avenir rime avec Assedic, ANPE.

## Retour aux sources

L'Alternative se nourrit aussi de textes fondateurs du syndicalisme.

Ainsi, la "Charte d'Amiens", adoptée par le Congrès de la C.G.T. d'octobre 1906, mérite d'être relue.

« La CGT, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... » « Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de

réorganisation sociale. Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »

Nous ne pouvons que souscrire à cette déclaration.



## Aujourd'hui comme hier

Demain, que négocier avec un gouvernement qui fait le choix de la sécurité sur celui de l'éducation, le choix de la capitalisation sur celui de la répartition, le choix de la promotion individuelle sur celui du travail d'équipe et de la coopération, le choix de la protection des nantis sur celui de la redistribution équitable des richesses ? Les rapports de force qu'ont établis nos prédécesseurs pour obtenir des avancées notables au siècle dernier s'estompent sous les ors des salons de la République libérale, consensuelle et insipide que l'on nous sert. Faut dire que ce n'est pas une révolution : ça se prépare depuis longtemps ! Et ce n'est sans doute pas fini ! Ce n'est pas non plus en chassant le mammouth ni en organisant des parades formidablement médiatisées que l'on améliore les conditions de travail dans les classes.